

1 – La crise asiatique

2 – Colonel CHANAKIAT Chobchuenchom (armée de terre, Thaïlande)

3 – 15 janvier 1999

4 – division A5

5 – Mémoire

6 – L’auteur a voulu montrer les conséquences de la crise asiatique sur les problèmes de stabilité de cette région, particulièrement celle de la Thaïlande.

7 – Mots clefs : Asie, crise, stabilité, Thaïlande

Introduction

Actuellement, l’Asie du sud-est continue à faire face aux problèmes survenus lors de la crise économique et qui concernent sa stabilité régionale. Autrement dit, cette crise touche directement l’état économique et financier de la région, comme pour d’autres pays.

Cette étude comprend l’histoire de la crise économique, en particulier celle de l’Asie du sud-est et son origine, les effets sur la stabilité régionale, la condition militaire, la politique, ainsi que la solution.

En outre, on peut dire que l’ASEAN tient compte de la corrélation entre pays dans cette région afin de pouvoir résoudre les problèmes.

Le principal but est de montrer que les pays d’Asie du sud-est n’ont jamais connu une situation économique aussi catastrophique que celle-ci, ainsi que les conséquences de cette crise.

Afin d’accomplir ce travail, je me suis retrouvé tout d’abord devant la difficulté de la langue, de la traduction des différents ouvrages de version thaïlandaise en version française, mais, grâce aux conseils et au soutien de plusieurs personnes, j’ai pu terminer ce travail.

Je tiens donc à remercier toutes ces personnes qui ont contribué à sa réalisation; les professeurs du CID qui ont su me donner des conseils lorsque j'en avais besoin, ensuite mes camarades de promotion qui m'ont toujours encouragé, aidé avec sympathie, ce qui fut pour moi un grand bonheur.

Ce mémoire est organisé sur le plan suivant :

- I. Principales caractéristiques de l'Asie*** *
 - 1. L'énorme peuplement de l'Asie des moussons** *
 - 2. Des systèmes de culture intensifs** *
 - 3. Les états, organisateurs des grands travaux hydrauliques** *
 - 4. L'actuel essor industriel de l'Asie** *

- II. Les problèmes de sécurité en Asie du sud-est*** *
 - 1. Principaux traits de l'Asie du sud-est** *
 - a. L'angle de l'Asie entre Inde et Chine *
 - b. Un isthme, une péninsule et un archipel *
 - c. Un domaine continental et maritime riche en ressources naturelles *
 - 2. La stabilité régionale** *

- III. La place de la Thaïlande*** *
 - 1. Son rôle régional** *
 - 2. La question de la stabilité nationale** *
 - a. La politique de défense nationale *
 - b. Le rôle de l'armée *

- IV. Conséquences de la crise économique actuelle*** *
 - 1. La crise, son analyse et ses répercussions mondiales** *
 - a. La crise asiatique vue par l'occident *

- b. Les divergences Europe / Etas-Unis *
_
 - c. Ses conséquences pour l'unité asiatique *
_
 - d. Une rancoeur asiatique *
_
- 2. Les conséquences de la crise sur le dispositif régional de sécurité *
_**
- a. La crise économique et la stabilité régionale*
_
 - b. Le développement des armées *
_
 - c. Remise en ordre de la stabilité régionale *
_
 - d. Les conflits sociaux intérieurs *
_
-



Asie

44 000 000 de km² , 3 milliards de pers. env.

- Asie du Sud-Est , Asie du sud, Asie Mineure

I. Principales caractéristiques de l'Asie

Avec plus de 3 milliards d'hommes, l'Asie compte les trois cinquièmes de l'effectif total de l'humanité. Pourtant, le continent asiatique, avec ses 44 millions de km², n'est pas tellement plus vaste que l'Amérique (40 millions de km²) qui est deux fois moins peuplée.

Les limites de ce que l'on appelle l'Europe (750 millions d'hab.) et l'Asie sont loin d'être évidentes. L'Oural n'est qu'une chaîne montagneuse modeste, et dans les vastes plaines qui s'étendent entre sa partie méridionale et la mer Caspienne, il est bien arbitraire de tracer une limite entre deux continents. Aussi peut-on considérer que, avec la Sibérie qui est peuplée pour l'essentiel d'Européens, l'Europe est une partie du monde qui s'étend de l'Atlantique au

Pacifique, correspondant ainsi à une même plaque géologique, limitée au sud par toute une série de grandes chaînes et de hauts plateaux orientés est-ouest. Selon cette délimitation géopolitique, le CONTINENT asiatique ne s'étendrait plus que sur 27 millions de km², mais son poids démographique resterait à peu près le même puisque la Sibérie, avec la toundra et ses immenses forêts, est dans l'ensemble très faiblement peuplée.

Le problème de la prépondérance démographique de l'Asie reste donc entier.

1. L'énorme peuplement de l'Asie des moussons

En effet, tout le sud-ouest et l'intérieur du continent asiatique sont faiblement peuplés à cause de l'aridité ou de l'altitude (Tibet), et la majeure partie de son peuplement se concentre sur les façades maritimes, selon un grand arc qui va de l'Inde au nord de la Chine et qui est bordé de divers archipels dont celui d'Indonésie. Cet arc, de très forte densité de populations, est dominé vers l'intérieur et sur presque toute sa longueur par l'énorme barrière de l'Himalaya et par le faisceau des chaînes qui la prolongent vers l'est. De ces montagnes descendent des fleuves puissants, chargés d'alluvions qui se déposent en aval dans de larges vallées et qui vont accroître les fameux deltas de l'Asie des moussons. Dans ces vallées et ces deltas se concentrent plus de 2 millions d'hommes. C'est ce que l'on appelle l'Asie des moussons. Si les géographes, au lieu de caractériser cet ensemble par cet extraordinaire phénomène de géographie humaine, l'ont désigné en termes de géographie physique par le mot de mousson, c'est au fond parce qu'ils ne savaient pas comment expliquer une telle concentration de population et qu'en revanche ils pouvaient rendre compte de ce qui les avait d'abord frappés, l'originalité climatique de cette partie du monde. En effet, bien qu'elle se trouve aux mêmes latitudes que le Sahara et que les déserts du Moyen-Orient, elle ne fait pas partie de la zone aride, puisque cette façade méridionale et sud-orientale de l'Asie reçoit en été des pluies considérables, celles qu'apportent les vents de mousson qui soufflent alors de l'océan Indien jusqu'à la barrière himalayenne. Sur le Pacifique, en été, les alizés de l'hémisphère Nord sont eux aussi attirés par les basses pressions qui se trouvent alors au centre de l'Asie, ce qui amène des masses d'air chaud et humide sur la Chine du Nord et sur la Corée, lesquelles, en revanche, connaissent des hivers particulièrement froids. A l'exception de ces contrées septentrionales, l'Asie des moussons relève dans son ensemble du monde tropical.

Il ne faut pourtant pas se laisser obnubiler par ce phénomène de mousson qui, somme toute, ne fait que repousser loin vers le nord, en Asie, les limites de la zone aride et celles du monde tropical. Ce n'est pas la mousson qui détermine à elle seule la caractéristique primordiale de cet ensemble, son énorme peuplement, ce n'en est qu'une des conditions, et il faut en envisager bien d'autres, beaucoup plus complexes. De surcroît, la plus grande partie de la population de cette Asie des moussons s'entasse sur des espaces encore plus limités, dans les vallées alluviales et dans les deltas. Les densités de peuplement rural y sont très fortes depuis des siècles et elles battent tous les records: plus de 1 000 hab./km² depuis la période de forte croissance démographique qui s'est amorcée il y a quarante ans et qui continue encore aujourd'hui dans un grand nombre de pays (excepté la Chine et le Japon). En revanche, sauf aux Indes, les plateaux et les collines sont beaucoup moins habités.

2. Des systèmes de culture intensifs

En Asie, les très fortes densités de peuplement rural correspondent à ce l'on a appelé des " sociétés hydrauliques " (voir plus loin) ou, en termes plus classiquement géographiques, à un type de système de culture extrêmement intensif, celui de la riziculture inondée (appelée très souvent riziculture irriguée, de façon inexacte car l'irrigation, en saison sèche, est encore assez exceptionnelle) sur les rizières arrosées par les pluies, sont mises en oeuvre des techniques perfectionnées, notamment celles du repiquage qui permettent deux récoltes par an (et parfois davantage) et de très gros rendements. L'aplanissement minutieux des rizières et les techniques de maîtrise de l'eau empêchent l'érosion des sols, et le renouvellement de leur fertilité est plus ou moins assuré par des apports d'engrais végétaux, animaux et notamment (sauf dans le monde indien) d'engrais " humain " (excréments humains plus ou moins traités).

Grâce à ce système de culture, les sols de l'Asie des moussons, pourtant intensivement cultivés depuis des siècles, ne sont pas trop dégradés. En effet, plus la population s'accroît, plus augmente la quantité d'excréments récupérés pour la fertilisation du sol et plus se multiplient les travaux agricoles destinés à accroître le rendement et le nombre de récoltes chaque année. Mais de tels systèmes de culture où les façons culturales doivent se succéder rapidement sont très sensibles aux divers aléas météorologiques (retard ou interruption de la mousson, sécheresse) comme aux pluies excessives qui peuvent noyer les rizières.

L'extension au cours des siècles de ces systèmes de culture très intensifs a exigé dans le passé un certain nombre de conditions géopolitiques. En effet sans elles, la réalisation d'un grand nombre d'ouvrages hydrauliques eût été impossible, et sans eux il eût été impossible d'occuper ces plaines alluviales et ces deltas et d'y développer la riziculture intensive. Dans ces plaines, il a fallu édifier de grands réseaux de digues pour contenir les énormes crues de fleuves qui, descendant de montagnes soumises à une très forte érosion, ont tant d'alluvions qu'ils coulent sur un remblai d'alluvions, une levée naturelle au-dessus du niveau de la plaine. Cette configuration topographique très dangereuse- sans ces digues de terre compactée, les plaines seraient submergées -- rend très difficile l'évacuation des eaux de pluie puisque les cours d'eau coulent au-dessus de la plaine. Pour éviter que les rizières soient ennuyées, il a fallu creuser de grands canaux jusqu'à la mer. Or la réalisation de tels ouvrages dépasse de beaucoup les possibilités des groupes villageois, et elle a exigé la mobilisation et l'organisation d'effectifs importants.

3. Les états, organisateurs des grands travaux hydrauliques

Le développement de ces systèmes de culture très intensifs, qui ont rendu possible l'accumulation au cours des siècles de ces masses humaines de l'Asie moussons, n'aurait lui-même pas été possible sans la constitution très précoce d'appareils d'état organisateurs de ces grands travaux hydrauliques qui sont la base même de ces sociétés qu'aujourd'hui on appelle parfois " sociétés hydrauliques ".

Pourquoi ce type de sociétés et d'appareils d'état ne s'est-il pas développé dans d'autres parties du monde tropical et notamment en Afrique? C'est l'un des grands mystères de la géohistoire (l'Egypte ne fut pas, à proprement parler, une société hydraulique, car, s'il y eut de grands travaux -- la construction des pyramides --, ils n'étaient pas hydrauliques). Toujours est-il qu'en Asie des moussons, l'intensité de la mise en valeur des plaines alluviales et la densité actuelle de leur peuplement (densité qui a doublé dans les trente dernières années et qui est encore en accroissement rapide dans de nombreux pays) sont, dans une grande mesure, fonction de la solidité historique de leurs appareils d'état et de l'efficacité du contrôle qu'ils exerçaient, pour l'organisation, la réalisation et l'entretien des travaux hydrauliques. C'est ainsi que les grandes plaines de l'île de Bornéo sont encore très faiblement peuplées car les populations y sont restées organisées en clans ou en tribus et n'ont pas constitué d'état. Inversement, les petites plaines du Viêt-nam sont très densément peuplées et intensivement mises en valeur car elles relèvent depuis plusieurs siècles d'un Etat solidement organisé. En revanche, la grande plaine du CAMBODGE arrosée par le Mékong et enrichie par ses alluvions n'est, en comparaison, qu'assez faiblement peuplée et n'est mise en valeur que de façon relativement extensive, sans doute du fait de l'affaiblissement de l'Empire khmer depuis la fin du Moyen Age. Les plus grandes concentrations de population de l'Asie des moussons, et notamment celles de Chine et du Viêt-nam, sont donc à mettre en rapport avec la très grande ancienneté des Etats solidement organisés dans cette partie du monde. Et ceux-ci pour la plupart, existent encore aujourd'hui. L'Europe est loin d'avoir des Etats aussi anciens; l'Afrique et l'Amérique moins encore.

Culturellement, les sociétés hydrauliques relèvent de plusieurs grandes civilisations : celle de l'Inde, de la Chine, mais aussi du MONDE MUSULMAN. Celui-ci s'étend pour une grande part en Asie, qu'il s'agisse des régions arides et des oasis du Moyen-Orient et d'Asie centrale, ou des sociétés hydrauliques de la façade sur l'océan Indien : Indonésie, Malaisie, Bangladesh, Pakistan, sans oublier les quelque 100 millions de musulmans de l'Union indienne. Plus des trois quarts des musulmans, soit environ 800 millions d'hommes et de femmes, se trouvent en Asie.

4. L'actuel essor industriel de l'Asie

Les sociétés hydrauliques, et notamment celles du monde chinois ou du monde plus ou moins sinisé (qui va du Viêt-nam à la Corée et au Japon), posent un grand problème de géohistoire et aujourd'hui un problème géopolitique. Pour ce qui est du passé, comment se fait-il que la " révolution industrielle " ne se soit pas déclenchée dans ces sociétés asiatiques très puissantes, bien organisées et qui, jusqu'au XVIe siècle, ont été très largement en avance sur le développement technique et scientifique de l'Europe ?

Toujours est-il que le Japon, au milieu du XIXe siècle, est sorti de l'isolement où il s'était enfermé au XVIe siècle, et, mettant en oeuvre toutes les techniques européennes, s'est développé avec une extraordinaire rapidité. Fracassé par sa défaite dans la Seconde Guerre mondiale, il a repris son essor au point d'être aujourd'hui la deuxième puissance économique mondiale. Ce sera peut-être la première dans quelques décennies. Son exemple est suivi depuis vingt ans par de nouveaux pays industriels asiatiques : la Corée du sud, Taiwan, la

Thaïlande, l'Indonésie, peut-être bientôt le Viêt-nam, et maintenant une grande partie de l'énorme Chine.

Alors que l'OCCIDENT, c'est-à-dire l'Europe et l'Amérique peuplée d'Européens, qui a fait la révolution industrielle et scientifique, au XIX^e siècle, a dominé le monde jusqu'à la fin du XX^e, comment la prépondérance prochaine de l'Asie va-t-elle s'exercer? Tel est sans doute le grand problème géopolitique de demain.

II. Les problèmes de sécurité en Asie du sud-est

1. Principaux traits de l'Asie du sud-est

On n'a commencé à parler de l'Asie du Sud-est en tant qu'ensemble géostratégique que pendant la Seconde Guerre mondiale, Morcelé entre divers empires coloniaux britanniques (français, hollandais, américain), l'ensemble Asie du Sud-Est a été réuni par la conquête et la domination japonaise au cours de la Seconde Guerre mondiale, dans le cadre de sa "sphère de coprosperité". Le *South East Asia Command* confié à l'amiral lord Louis Mountbatten en 1943 par les Alliés occidentaux, en particulier les britanniques et les Américains, mit au premier plan pour la première fois cette notion d'Asie du Sud-Est. C'était un espace à reconquérir.

a. **L'angle de l'Asie entre Inde et Chine**

Cet " angle de l'Asie " (Paul Mus, *l'Angle de l'Asie*, Hermann, Paris, 1977) situé entre le monde indien et monde et le monde chinois fut pendant longtemps, notamment à l'époque de l'empereur bouddhiste indien Asoka (III^e siècle avant JC), un eldorado à conquérir. Ce "pays de l'or", désigné en sanskrit par le terme de Suvarnabhūmi, s'étendait sur l'ensemble de la péninsule indochinoise mais parfois aussi dans les îles de l'Insulinde. Cette "Chersonèse d'or " dont parle Ptolémée était pour les Chinois aussi une " muraille d'or" (Kin Lin) ou "la contrée des mers du Sud" (Nan Yang).

Cet espace fut en effet jusqu'à une époque récente relativement sous-peuplé en comparaison des fortes densités indiennes ou chinoises. Les civilisations (môn, kméère, birmane, thaïe, vietnamienne, javanaise) qui sont nées en Asie du Sud-Est sont dérivées des foyers indien et chinoise et sont apparues plus tardivement (à partir du VI^e siècle de notre ère). Les marchands indiens, accompagnés de brahmanes ou de moines bouddhistes, y ont eu une influence décisive dès le I^{er} siècle après JC. Cependant l'influence chinoise s'est fait sentir très directement par l'incorporation du nord de l'actuel Viêt-nam à l'Empire au II^e siècle avant JC.

b. **Un isthme, une péninsule et un archipel**

Autant qu'un eldorado à conquérir, l'Asie du Sud-Est est et a été l'un des trois grands isthmes mondiaux, mettant en communication les océans Indien et Pacifique. Une Méditerranée asiatique (Y. Lacoste) limitée à l'ouest par le détroit de Malacca, à l'est par l'archipel insulindien et Taiwan, est en train de se former à l'image des deux autres Méditerranées, américaine et euro-arabe. L'islam s'y est étendu pour une large part servant d'idéologie fédératrice à un monde malais ou Asie du Sud-Est insulaire (avec la péninsule malaise) qui est le plus vaste archipel du monde (Indonésie, Malaisie, Philippines).

La péninsule indochinoise ou Asie du Sud-Est continentale, que l'on appelle aussi Indochine, ne bénéficie pas du même ciment idéologicopolitique mais d'une diversité politique et culturelle plus grande malgré la forte influence du BOUDDHISME.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'Asie du Sud-Est a été considérée comme un ensemble de territoires à défendre contre l'expansion communiste. Ainsi est fondée, en 1954, l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE), qui a été relayée, en 1967, dans les domaines politique et économique avec plus de succès par l'Association des nations du Sud-Est asiatique, connue sous le sigle anglais ASEAN. Elle a eu initialement pour but de s'opposer à l'expansion des régimes communistes et de renforcer l'économie libérale capitaliste. Depuis l'affaiblissement des Etats communistes, l'Asie du Sud-Est a tendance à se recomposer autour de deux principaux pôles économiques (Bangkok et Singapour) et à vouloir former un bloc politico-économique du type Communauté économique européenne (CEE).

c. Un domaine continental et maritime riche en ressources naturelles

Avec ses 450 millions d'habitants (en 1991) l'Asie du Sud-Est est dans l'ensemble relativement peu peuplée par rapport au milliard du monde indien et à celui du monde chinois. Mais les contrastes sont grands entre les très fortes densités des plaines alluviales et deltas (plus de 1.000 hab./km²) et celles, beaucoup plus faibles, des montagnes de la péninsule indochinoise et des zones forestières de quelques grandes îles de l'archipel (Bornéo, Irian, Java, une partie de Sumatra).

Cette Asie du Sud-Est chaude et humide est soumise à l'alternance, l'hiver, des vents du nord-est, alizé frais et sec, et, l'été, de la mousson du sud-ouest apportant de l'air équatorial ascendant et humide jusqu'au tropique.

Un massif montagneux d'altitude moyenne se prolonge au sud du Yunnan chinois par trois dorsales : la "chaîne annamitique" à l'est, au centre celle qui sépare la Thaïlande de la Birmanie et la chaîne des collines chin et de l'Arakan à l'ouest de la Birmanie. Bassins et plaines alluviales, très densément peuplés, sont de plus en plus étendus vers le sud de la péninsule indochinoise aboutissant à quatre deltas (fleuve Rouge, Mékong, Mae Nam Chao Phraya et Irrawaddy). La plus vaste plate-forme continentale du monde, celle de la Sonde, se situe sous la mer, à moins de 100 m de profondeur, entre le sud de l'Indochine et les grandes îles : Bornéo, Java et Sumatra. Elle est riche de gisements pétroliers sous-marins. L'Indonésie

et les Philippines sont les plus vastes Etats archipels du monde, dotés d'une longueur de côtes et d'une superficie de mer territoriale exceptionnelles.

2. La stabilité régionale

La mondialisation après la fin de la guerre froide est la période de changement du combat des pensées sur la concurrence économique. A la fin de la guerre froide, tous les pays retournent à leurs intérêts. Une pensée nationaliste et des intérêts nationaux sont devenus les principes à la place du combat. La réunion des pays européens en l'Union européenne (UE) et la réunion de groupes économiques de différents pays tels que l'accord de libre échange nord-américain (ALENA), l'aire de libre échange d'ANSEA, et l'effort de coopération à l'économie dans l'Asie Pacifique sont des images de sacrifices économiques de chaque pays. Cet événement montre une tendance selon laquelle le monde va changer de la " partie politique " vers la " partie économique " qui amènera ensuite des conflits et des dangers économiques.

Suite aux changements de la période de la lutte politique et militaire vers la période de l'harmonisation, la politique mondiale est entrée en accord. Pendant que la pression dans le monde diminue, et la sécurité mondiale s'accroît. Il y a eu des efforts à propos de la sécurité dans la région sous la forme de discussions, de recherche, d'harmonisation. Néanmoins, les problèmes des conflits en Asie-Pacifique ne sont pas encore résolus, comme par exemple les problèmes dans la péninsule coréenne (confrontation entre la Corée du nord et la Corée du sud). La pression devient de plus en plus grave au moment où la Corée du nord fait de la recherche afin d'augmenter sa capacité en missiles et de se doter en puissance nucléaire qui affecte directement le Japon et la Corée du sud.

Les problèmes au Cambodge après le départ de la force de l'ONU, le combat entre les Khmers Rouges et le gouvernement continue et touche le niveau de vie et les finances de la Thaïlande.

D'autre part, la Thaïlande est accusée d'alliance avec les Khmers Rouges alors que le gouvernement vient d'annoncer sa politique (ne pas intervenir dans ces problèmes). Les problèmes des petites ethnies en Birmanie ne sont pas différents de ceux du Cambodge, qui sont des problèmes de longue durée, et qui ont une influence sur la Thaïlande. De plus, les étudiants Birmans qui refusent leur gouvernement et s'enfuient vers la Thaïlande, posent beaucoup de problèmes, par exemple la réclamation de leur droit plus qu'il ne faut et les charges de trahison posées contre eux.

Les autres problèmes en Asie sont des problèmes entre la Russie et le Japon à propos du droit sur les îles du nord du Japon, également entre le Pakistan et l'Inde concernant le droit sur le Kashmir. Tous ces problèmes attendent une solution.

D'ailleurs, un autre problème important au niveau mondial est le commerce des armes, le système de livraison des armes très puissantes (nucléaire) parce que la population des pays du tiers-monde tiennent compte de leur sécurité et leur stabilité, ce qui provoque une compétition dans le développement des armes.

Afin de protéger et résoudre ces problèmes, L'ONU intervient pour réconcilier les différents pays de la région.

Récemment, les forces de l'ONU ont réussi à résoudre plus de la moitié de problèmes existants depuis 1938, tels que la mission de l'ONU en ex-Yougoslavie, à Chypre, au Cambodge, la mission d'observation en Irak et à Haïti.

Pour éviter la prolifération nucléaire, l'Agence Internationale à l'Energie Atomique et le traité de non-prolifération nucléaire sont les outils pour contrôler la diffusion du nucléaire en relation avec les membres permanents de l'ONU : les Etats-Unis., la Russie, le Royaume Uni, la Chine et la France.

Puisque les armes chimiques sont économiques et efficaces, plusieurs pays ont tendance à améliorer ce type d'armes, surtout dans les pays asiatiques et africains. Pour enrayer ce développement, une réunion pour la solution de cette croissance et le contrôle de l'exportation des matières premières utilisées dans la production est organisée.

Le canon à très longue portée est un autre type des armes à haute capacité de destruction dont plusieurs pays veulent développer. Afin d'arrêter cette croissance, il faudra limiter les technologies concernées et aussi l'exportation de ses composants.

III. La place de la Thaïlande

1. Son rôle régional

Au début du XIXe siècle, le Siam contrôlait un territoire bien plus étendu que l'actuelle Thaïlande. Ce territoire s'était formé autour du bassin du Menam, au cours d'une lutte séculaire menée contre les deux ennemis héréditaires des Siamois, les Birmans à l'ouest et les Vietnamiens à l'est.

L'arrivée des Européens en Asie du sud-est, vers la fin du siècle, inaugura un nouveau cycle géopolitique pour le Siam, celui de la rivalité franco-anglaise. Présents en Cochinchine et en Annam, et cherchant à contrôler le Mékong pour mieux s'implanter en Chine, les français menaçaient directement la survie du Siam. Les Anglais, qui arrivaient par l'ouest après avoir conquis la Birmanie, et par le sud après s'être emparés des sultanats malais, faisaient de même. Le Siam ne dut alors sa survie qu'au prix d'importantes cessions territoriales à Londres et à Paris qui s'accordèrent sur l'idée de faire du Siam un état-tampon entre les deux empires.

Au sud, la Grande-Bretagne s'empara des sultanats malais qui appartenaient à Bangkok -- Perlis, Kedah, Kelantan, Trengenu --, et au nord, des états Shan qui furent incorporés à la Birmanie.

La France annexa elle, à partir des deux rives du Mékong, une plus grande partie, à savoir le Cambodge et les trois principautés laotiennes qui étaient sous la suzeraineté de Bangkok .

Cette situation provoqua au Siam, un mouvement de modernisation de l'état, inspiré par un nationalisme blessé.

Durant la première guerre mondiale, le Siam put préserver son indépendance. Il s'engagea aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne, et envoya des aviateurs sur le front français.

La période suivant la Première Guerre mondiale fut marquée par un durcissement nationaliste et identitaire : le pays changea de nom et devint la Thaïlande -- pays de l'ethnie Thaïe -- et n'eut alors de cesse de récupérer les territoires perdus et d'annexer toutes les régions habitées par les peuples thaïs.

L'ultra-nationalisme thaïlandais amena Bangkok à s'allier avec le Japon durant la Seconde Guerre mondiale, alliance qui lui permit de récupérer ses territoires perdus, au détriment de la Birmanie, de la Malaisie et de l'Indochine française.

La défaite du Japon obligea la Thaïlande à revenir à ses frontières de 1939. Le développement de la guerre froide en Asie conduisit la Thaïlande à s'incorporer aux alliances du monde occidental, devenant notamment membre de l'organisation du traité de l'Asie du sud-est -- O.T.A.S.E.

Le début de la deuxième guerre d'Indochine en 1965, marqua un changement profond pour la Thaïlande qui devint la base arrière des Etats-Unis dans leur lutte contre le communisme Vietnamien. La participation au conflit entraîna une croissance économique marquée par la modernisation de l'agriculture et le développement urbain.

Appuyé en grande partie par la communauté chinoise, le développement rapide de la Thaïlande transforma le pays qui devint aussi puissance bancaire dans la région.

Malgré la persistance de ses revendications territoriales à l'égard de ses voisins, la Thaïlande joua un rôle actif dans la création, en 1967, de l'association des nations du sud-est asiatique -- A.S.E.A.N. / A.N.S.E.A.

Sur le plan géopolitique, la constante anti-Vietnamienne demeure l'épine dorsale du dispositif Thaïlandais. Elle explique la solidité de l'alliance américaine, ainsi que les bonnes relations avec Pékin.

Par ailleurs, toujours impliquée dans le conflit cambodgien, la Thaïlande soutient et abrite parfois les maquis nationaliste et Khmers rouges, et ce afin de lutter contre l'influence Vietnamienne.

Au Laos, la Thaïlande assure une forte présence économique favorisée par la proximité ethnique des deux peuples, malgré le maintien de la tutelle Vietnamienne, avec la Birmanie, le rapprochement économique s'organise, et l'insistance de Bangkok à faire rentrer ce pays dans l'A.S.E.A.N., atténue les antagonismes ancestraux. Cependant, des frictions demeurent entre Rangoon et Bangkok, notamment à cause de l'aide que la Thaïlande a pu apporter, de temps en temps, aux Karens en lutte pour leur indépendance à l'intérieur de la Birmanie. Pays bi-maritime, la Thaïlande envisage de percer l'isthme de Kra par un canal qui joindrait la mer de Chine à l'Océan indien. La Thaïlande a récemment augmenté sa force de projection navale par l'acquisition d'un porte-avion destiné à renforcer la surveillance de la mer de Chine.

Au sud du pays, dans une région peuplée de Malais, la Thaïlande, pays où le bouddhisme est religion d'état, connaît une agitation islamiste.

Aujourd'hui comme hier, la Thaïlande est enserrée dans un triangle de pressions géopolitiques. Ce triangle se compose de la Chine, de la Birmanie et du Vietnam.

En misant sur le développement économique et en s'appuyant sur une politique d'équilibre la Thaïlande entend bien rester un pays pacifique, conscient néanmoins de ses intérêts régionaux. Ces derniers sont gérés dans le cadre du regroupement régional porté par l'A.S.E.A.N. mais au nom d'un nationalisme ombrageux, servi par une armée moderne et forte.

Auparavant, la tactique thaïlandaise a sauvé les Thaïlandais de la colonisation par les pays occidentaux. Pendant la guerre froide, le développement est devenu une utopie. Afin de faire face à tous les obstacles, la lutte violente, la crise etc., la Thaïlande a prouvé qu'au lieu de devenir Etat battu selon la théorie domino, elle est, au contraire, devenue de plus en plus forte grâce à la monarchie qui est le centre de loyauté du pays. Le roi est la seule personne qui harmonise tous les Thaïlandais et guide le pays afin de passer toutes les difficultés.

Après la guerre froide, il y a eu des changements concernant la stabilité du monde qui donnent un effet direct sur la région. Les pays asiatiques ont commencé à se fortifier afin de mieux protéger leurs frontières. Suite à la déclaration de la région économique, tous les pays doivent augmenter la capacité de la protection des ressources et le transport maritime. Il faut être totalement prêt à faire face aux troubles, comme le problème de pirates, des clandestins, et la pollution de la mer.

Aujourd'hui les conflits ont changé. Les conflits, cause de la divergence de nationalité, de religion, de culture, et de frontière, ainsi que des avantages maritimes de chaque pays ont tendance à augmenter et peuvent amener à l'utilisation de la force militaire.

On voit que l'origine de la guerre est complexe. C'est la morale née en même temps que la naissance des hommes. Cependant, le gouvernement ne peut pas consacrer toutes les ressources et un budget énorme uniquement pour la guerre, car il faut tenir compte de la croissance dans les autres domaines pour que la population aie une vie agréable. Il faut réfléchir à la protection et à l'autorité de l'Etat, ainsi qu'aux différentes fonctions en ce qui concerne sa stabilité, afin de pouvoir économiser le budget de l'Etat à long terme.

2. La question de la stabilité nationale

Le problème de la sécurité est très complexe, celui-ci peut être résolu ou se multiplier donc il faut avoir un plan pour le changement dans l'avenir assez flexible. La Thaïlande doit faire face au problème de frontière car après la guerre froide, la déclaration des frontières n'est pas résolue. Le problème des frontières maritimes, le problème de droit sur le territoire sont des conflits concernant la stabilité du pays. Les changements et les problèmes intérieurs chez les pays voisins comme le problème des clandestins, le commerce illégal aux frontières, l'achat des armes, la drogue, ont des effets sur la stabilité de La Thaïlande. De même, les problèmes

dans le pays comme les problèmes économiques et la gestion des ressources naturelles, la pauvreté, la décentralisation des revenus, les terrains, le prix des produits agricoles, ont des conséquences sur la stabilité du pays.

a. **La politique de défense nationale**

Le projet le plus important du pays est d'assurer sa stabilité et le bien-être du peuple à l'aide de toutes ses forces.

Intérêts National

1. Rester indépendant avec sa propre institution.
2. Le bien-être du peuple
3. Le progrès dans tout l'ensemble du pays, économiquement et socialement.
4. L'honneur du pays à l'égard des organisation internationales.

Les objectifs nationaux

Pour porter à bien l'intérêt national, l'Etat a mis en place des objectifs nationaux :

1. Les objectifs fondamentaux
 - * Garder l'indépendance et l'autorité absolue du pays.
 - * Garder le système démocratique et la monarchie.
 - * Garder la religion et la culture de la nation.
 - * Prendre soin de ses peuples.
 - * Développer le pouvoir afin qu'il soit égal à celui des autres pays.

2. Les objectifs spécifiques

Ceux-ci doivent permettre d'accomplir les objectifs fondamentaux

- * Développer les armements et préparer une force militaire .
- * Assurer la sécurité à la frontière pour les habitants des environs.
- * Diminuer les conflits ou mettre fin aux conflits pour la paix de la région.
- * Protéger les intérêts économiques et les ressources du pays.

La politique du gouvernement concernant la stabilité

1. Développer et encourager l'armée à avoir la capacité de protection des intérêts du peuple.
2. Encourager l'armée à avoir une force, de nouvelles technologies, des armes convenant aux guerres modernes.
3. Encourager l'armée à participer au développement, et à résoudre la pauvreté dans le pays en introduisant les activités militaires.
4. Encourager le rôle de l'armée dans l'ONU et créer une relation entre l'armée et celles des autres pays.
5. Prendre soin de l'armée et de leur famille.
6. Honorer les vétérans surtout ceux qui sont handicapés.

b. **Le rôle de l'armée**

La lutte par la force militaire pour résoudre les conflits entre pays cause des pertes en vies et des pertes financières. Par conséquent, l'armée a opté pour d'autres méthodes :

L'entendement par la discussion sur les causes de conflit

L'entendement est une solution que l'armée et le gouvernement veulent parce que l'harmonie crée une relation durable. Tous les problèmes - le problème de frontière, le problème

économique - peuvent être résolus par la discussion dont le principe est de ne pas abuser des pays voisins et tenir compte de la loi internationale sur la justice.

La réunion pour la stabilité de l'Asie (Forum National de l'ANSEA) a eu lieu pour la première fois le 25 Janvier 1994 à Bangkok, c'est un effort pour la stabilité régionale qui vise à arrêter les problèmes plutôt que de les résoudre.

La coopération dans la région

-

La coopération régionale est une affaire nationale dont le but est de créer une bonne relation entre pays. La coopération est la naissance de la paix, par un lien entre les ressources humaines et le social, par un lien économique ou sa structure.

L'ANSEA est l'union régionale qui a une importance économique pour la région et la Thaïlande car elle joue un rôle important pour la paix en Indochine et dans l'ensemble de l'Asie de sud-est. Il y a des exemples de coopération de la Thaïlande et les pays voisins ; la création du triangle économique au sud du pays avec la Malaisie et L'Indonésie, la participation économique des pays du nord de la Thaïlande et l'Indochine, la participation en économie et technologie avec les voisins.

Le méthode de la protection

La protection contre les menaces extérieures.

L'armée avait mis en place une stratégie de défense en réunissant la force militaire et la population ensemble pour défendre le pays. Par les conditions géographiques, on utilise la stratégie de la défense totale, qui est le système de défense à la fois pour la protection et pour répondre aux ennemis en utilisant toutes les forces ; la force principale, la force locale et celle du peuple. Cette stratégie est l'utilisation du système de protection du territoire, des risques intérieur et extérieur regroupés ensemble de façon harmonieuse.

L'Utilisation des forces militaires pour la défense

Les forces militaires sont composées de l'armée de terre, de l'air et de la marine, qui sont considérées comme les forces principales pour la défense du pays et de sa population. Il s'agit pour l'armée d'avoir un bon système d'information ainsi qu'un armement efficace afin de mieux protéger le pays.

La participation de la Thaïlande avec les autres pays et l'ONU.

Tous les pays dans ce monde sont en corrélation pour résoudre les problèmes qui surgissent dans chaque Etat ; le problème des droits de l'homme, le problème du développement, le problème des différences entre les pays industrialisés et les pays agricoles et industriels, le problème de la population et de l'immigration, le problème de la drogue, le problème de la croissance du nucléaire etc. L'armée de Thaïlande retient que la Thaïlande est dans une situation où l'armée a besoin de participer aux activités mondiales, ainsi : participer à l'ONU, changer les idées et les connaissances des uns et des autres sous la forme d'éducation et de recherche.

IV. Conséquences de la crise économique actuelle

1. La crise, son analyse et ses répercussions mondiales

Neuf mois après l'effondrement en chaîne des monnaies d'Asie du Sud-Est, la crise asiatique n'en finit pas de dérouler ses spires à l'intérieur de chacun des pays touchés, et de susciter des répercussions inquiétantes bien au delà de son aire initiale. L'essor des économies asiatiques, l'avènement d'un âge d'or en Asie-Pacifique, ont été le lieu commun des prophéties du XX^e siècle finissant. Ce lieu commun a été le contrepoint de l'euroessimisme du vieux monde. Le dynamisme financier et entrepreneurial de l'Asie devenait un acte d'accusation implicite contre les innombrables rigidités de notre continent, et mettait aussi en cause le tempérament dépensier de l'Amérique réaganienne, avec ses déficits extérieurs et sa course individuelle à la consommation.

a. La crise asiatique vue par l'occident

Faut-il s'étonner par conséquent si la déconfiture actuelle des économies asiatiques entraîne en Occident des réactions dans lesquelles entre une part de *Schadenfreude*? Pas un Européen sur dix, pour prendre cet exemple, n'est conscient que notre région exporte plus de biens, et beaucoup plus de services, vers l'Asie orientale qu'elle n'en reçoit. Pendant plusieurs décennies, l'avènement de la " globalisation " pour les économies européennes, autrefois très protégées, a été interprété comme un jeu à somme nulle dont nous allions faire les frais : les emplois glissaient vers les économies émergentes, dont le dynamisme était la simple contrepartie de notre stagnation. Quant aux Américains, ils devaient supporter, en échange des

biens de consommation à prix modique et des capitaux placés en bons du Trésor par les épargnants asiatiques, d'insupportables leçons de discipline budgétaire. Aujourd'hui, voitures et capitaux asiatiques affluent toujours, et aux meilleures conditions. Mais les leçons, elles, se sont tariées, et l'Amérique retrouve sa place, la première, dans la palmarès des performances économiques.

On le comprend, la crise asiatique est d'abord vue en Occident comme la confirmation de son identité et de ses politiques, pourtant très diverses. L'Europe d'après Maastricht, qui combine orthodoxie monétaire et financière avec le blocage corporatif et social, se félicite de voir ce cocktail peu réjouissant réhabilité a contrario par la chute du modèle asiatique. Mais les Etats-Unis, dont le déficit des comptes courants par rapport au PNB est aussi élevé que celui de la Thaïlande en 1997, et qui ont longtemps utilisé d'immenses déficits publics pour soutenir leur activité économique, se réjouissent aussi de voir le modèle dirigiste de l'industrie asiatique dynamité par la crise financière.

En outre, le seul véritable impact à court terme de la crise asiatique est un afflux soudain de capitaux fuyards vers nos marchés. Il facilite à la fois la convergence budgétaire et monétaire en Europe, et abaisse le risque de tension inflationniste aux Etats-Unis.

Les réjouissances sont donc de mise, en particulier pour des hommes politiques dont l'horizon est nécessairement électoral.

Les leçons de libéralisme économique distribuées par la presse anglo-saxonne aux alliés asiatiques en difficulté (et souvent accompagnées, pour faire bonne mesure, d'éloges immodérés à l'adresse des dirigeants communistes chinois, soudain promus réformateurs exemplaires...), le souci charitable des dirigeants européens réunis au sommet de l'ASEM à Londres en avril 1998 et évoquant la nécessité d'actions sociales en direction des plus pauvres en Asie, sonnent moins comme des gestes positifs que comme de peu discrets communiqués de victoire pour leurs propres systèmes.

b. Les divergences Europe / Etats-Unis

Et pourtant, les intérêts bien compris des Européens et des Américains divergent très rapidement dans cette affaire. Qu'on en juge : les banques européennes sont parties prenantes de la crise asiatique, à un degré qui est voisin de celui du Japon. A en croire les statistiques très incomplètes de la Banque des Règlements Internationaux, l'Europe de l'Ouest détient 40% de la dette asiatique, contre 33% pour le Japon et seulement 19% pour les Etats-Unis. Ces statistiques sont très insuffisantes. Elles n'incluent pas la Suisse, par exemple, dont les grands établissements ont imité leurs voisins européens. Et surtout, elles ne comprennent pas les prêts et autres opérations effectuées via les places dites offshore, paradis fiscaux en bon français. Or, l'Allemagne et la France, pour des raisons fiscales sur lesquelles il est inutile d'épiloguer, sont championnes des placements en cette direction. Et à l'échelle globale, Hong Kong et Singapour viennent immédiatement après les îles Caymans, redistribuant bien entendu les placements dans la région qui les entoure. Seul le Japon - où la fiscalité des entreprises et des hauts revenus est aussi très élevée - est également très engagé dans cette voie opaque, qui est une interrogation majeure aujourd'hui pour son système financier.

On le comprend aisément, l'intérêt des banques européennes est aujourd'hui d'éviter la cessation de paiement d'économies aussi diverses que la Corée, la Thaïlande et l'Indonésie, quitte à consentir des taux d'intérêt très bas et à poursuivre la prise de risques abusifs. L'intérêt des banques américaines est au contraire tout entier tourné vers un objectif stratégique : la reprise à bas prix d'actifs financiers et industriels. Globalement, les interlocuteurs américains peuvent être plus durs avec leurs partenaires asiatiques que les Européens.

Sur le plan commercial comme sur celui des investissements, les positions américaines et européennes ne sont pas de nature identique en Asie. Certes, le volume global des exportations commerciales américaines et européennes est très voisin, les Européens déployant d'ailleurs un dynamisme commercial plus acharné. L'Amérique, elle, investit plus qu'elle ne vend, et utilise l'Asie comme une immense plate-forme de sous-traitance. C'est particulièrement évident pour le secteur industriel qui est aujourd'hui au cœur de la prospérité américaine, c'est-à-dire celui de l'industrie électronique et informatique. Bien sûr, le krach asiatique va ralentir les ventes dans la région. Mais l'ensemble des coûts d'approvisionnement - microprocesseurs, disques durs - et d'assemblage dans cette même région baisse considérablement. Naguère, une telle crise régionale aurait surtout pesé sur les cours des matières premières, ce qu'elle fait d'ailleurs également aujourd'hui. Mais actuellement, l'or noir de l'économie américaine; ce sont les puces en céramique, silice et alliages qui bouleversent le marché et dopent la productivité. La crise asiatique fauche en plein vol les stratégies expansionnistes des multinationales asiatiques - depuis les Coréens engloutis par leurs dettes jus - qu'aux Japonais, dont l'effondrement du marché intérieur menace la rentabilité. Les entreprises américaines, elles, peuvent considérer l'Asie comme une vaste zone de sous-traitance. C'est la mexicanisation l'Asie, et ici bien sûr se rejoignent une crise régionale et le processus de mondialisation de l'économie. Quant aux Européens, ils sont beaucoup moins avancés dans cette voie que les firmes américaines, et seront donc plus rapidement vulnérables au rebond des exportations asiatiques : si des consommateurs actionnaires américains peuvent très bien supporter un énorme déficit commercial qui leur apporte des marchandises à bas prix et des profits boursiers, les Européens ressentiront plus rudement les effets d'une compétition commerciale menée par des entreprises qui ne sont pas les leurs.

A ce stade, la solidarité implicite actuelle de l'Union européenne et des Américains face à la crise asiatique sera donc fissurée, sinon rompue. Mais d'autres considérations sont également à l'oeuvre, qui devraient entraîner une attitude européenne différente face aux conséquences de cette crise.

c. **Ses conséquences pour l'unité asiatique**

Les intérêts à long terme des Asiatiques et des Européens se rejoignent donc à moyen comme à long terme sur une question qui ne surprendra pas les lecteurs de Géopolitique : c'est celle de l'action monétaire. Depuis 1985, l'Asie a donné l'exemple d'une intégration régionale fondée presque uniquement sur le marché, avec l'essor des échanges commerciaux et financiers. Cette intégration s'est passée de règles et d'institutions communes, faisant au passage l'économie des déchirements sur la supranationalité qui divisent les vieilles nations

européennes. La question monétaire, elle, était entièrement oubliée : en tout et pour tout, les pays asiatiques se sont bornés à tenir quelques réunions de gouverneurs de banques centrales, et à signer quelques accords fort parcellaires de solidarité réciproque en cas de spéculation monétaire.

Devant la crise financière, cette économie de marché intra-asiatique s'est révélée incapable de fournir le moindre ciment; L'absence de toute règle sérieuse commune a laissé chaque Etat-nation démuni devant sa crise (ou en situation exceptionnelle, comme l'est Taiwan avec son modèle économique moderniste, et la Chine avec sa stratégie d'archaïsme politique acceptée par les partenaires extérieurs). De façon démontrée aujourd'hui en Asie, une monnaie qui n'est pas ancrée sur un rapport de forces politique, que celui-ci soit national ou régional, n'a aucune valeur intrinsèque. Personne ne peut calculer la valeur de la roupie indonésienne, ce qui est compréhensible, mais non plus celle du yen, puisque le Japon a renoncé à toute affirmation politique. A contrario, le renminbi chinois, que tous les raisonnements économiques devraient vouer à la dévaluation, tient bon (pour l'instant) parce que les dirigeants chinois font preuve d'une volonté politique crédible, à tort ou à raison, de garder leur cap.

Bien sûr, cette démonstration ne prouve pas *a contrario* que la pesante construction communautaire européenne garantira une souveraineté régionale, là où le modèle asiatique souple a échoué à l'établir. Il est pourtant apparent que les Asiatiques, dégrisés par l'immense crise qui s'est abattue sur leurs économies, veulent aujourd'hui mettre en oeuvre une construction monétaire et un marché financier régional qui en éviteraient la répétition. Le visible bras de fer entre Japon et Etats-Unis pour obtenir que ce soit la Banque Asiatique de Développement qui forge des prémisses d'un système de surveillance et de transparence financière commun à tous les de l'ASEAN, les projets de stratégie commune de réserves monétaires (partagées à parts plus ou moins égales en dollars, yen et euro) évoqués par Singapour, sans même évoquer les prurits plus immédiats d'un Mahathir, témoignent tous d'une réflexion d'après-crise qui est bien engagée.

Nous ne pouvons savoir encore si l'avènement de l'euro, monnaie commune entre des nations aux réflexes encore souvent disparates, contribuera à créer une zone de souveraineté européenne ou sera au contraire l'occasion de tests douloureux, comme l'a été l'ancrage persistant au dollar des petites devises asiatiques; L'épreuve de vérité est en tout cas engagée? Dans ces conditions, les Américains peuvent parfaitement s'accommoder, et peut-être tirer un avantage, de l'éventuelle mexicanisation de l'Asie, y trouvant matière à devenir le seul centre de décision de l'Asie-Pacifique livrée au darwinisme concurrentiel. Peut-être même l'effet de levier ainsi constitué mettra-t-il les Européens en situation d'isolement collectif, et dans l'incapacité de maintenir les nombreuses rigidités qui constituent le paradis social européen et son *farniente* (parfois, au sens propre) légendaire.

Le bénéfice immédiat apparent que constitue l'afflux des capitaux asiatiques vers les bourses européennes, divine surprise de l'hiver 1997-1998, n'est donc pas de même nature que l'essor productif à long terme de l'économie américaine. Il pourrait même ralentir les efforts d'adaptation européens, l'optimisme financier anesthésiant les autres problèmes. Sauf à croire à notre tour que l'Europe peut prospérer à partir d'évolutions de marchés sans effort institutionnel et politique nouveau, nous avons un intérêt gémellaire à favoriser le retour vers une cohésion asiatique. Car l'adoption par l'Asie d'une coopération monétaire et financière

régionale, après l'explosion du pur régionalisme de marché, peut seule éviter le voisinage exclusif, à la tête des économies mondiales, entre un pôle américain aux stratégies d'ensemble très mobiles et une zone européenne en perpétuelle, aux stratégies fort lentes et toujours sécables en douze, quinze ou dix-huit composantes nationales.

La première étape de l'unité asiatique vient de se fracasser sur l'écueil des marchés. Il est de notre intérêt que la seconde étape soit mise en route, et que les Européens concilient la solidarité politique occidentale de principe avec la concurrence économique de fait au sein du même ensemble. A l'heure où nombre de commentateurs américains ne voient plus la nécessité d'un siècle de l'Asie-Pacifique, nous devrions tout simplement faire le pari de l'Asie résurgente.

Curieusement, cette crise ne démontre pas l'inanité d'une unité asiatique

La construction régionale en Asie est interrompue, et vole même en éclats devant l'épreuve des faits. Nombre d'Asiatiques ont toujours été ambivalents devant le marché qu'impliquait le siècle prochain de l'Asie-Pacifique : protection militaire américaine contre libéralisation complète des échanges de biens, de services et de capitaux. Mais, par souci de ne pas heurter les Etats-Unis de front, ils se sont lancés dans des formules de coopération régionale souples, largement volontaires et minimisant les engagements légaux supranationaux. Excellente par temps calme, cette formule permettait de tout concilier : l'indépendance d'Etat_nations souvent d'autant plus chatouilleux qu'ils sont d'origine récente, qu'ils ont parfois subi la division nationale ou voient leur légitimité contestée ; la présence de partenaires nord-américains au poids politique et économique écrasant ; l'ouverture aux capitaux internationaux tout en préservant l'économie traditionnelle, informelle ou de subsistance, et les rentes de noyaux capitalistes nationaux fortement liés à la puissance publique. Mais pendant la violente tempête qui s'est levée en 1997, ces liens ténus se sont rompus, et les économies asiatiques se sont retrouvées privées de tout gouvernail sur une mer démontée.

Curieusement, cet accident ne démontre pas l'inanité d'une unité asiatique. Les marchés et les spéculateurs l'ont d'ailleurs parfaitement compris, décelant les failles analogues qui parcourent des cultures et des sociétés pourtant relativement peu intégrées. Rien a priori ne rendait inéluctable une propagation de la crise depuis la Thaïlande à l'Indonésie ou à la Corée, par exemple : les liens commerciaux et financiers entre le royaume siamois et les deux autres économies directement sinistrées sont très faibles. Mais cet acteur anonyme qu'est le marché a immédiatement tiré les conclusions logiques d'analogies structurelles. Les gouvernements de la région, eux, ont perdu de précieux mois à défendre de façon touchante l'unicité de leur cas, abandonnant vite toute prétention à la solidarité régionale et succombant souvent au dénigrement des voisins.

Une comparaison doit ici être faite avec la tourmente monétaire qui a secoué l'Europe à l'été et l'automne 1992. Le spectre des déficits publics et de l'endettement (belge, italien et dans une certaine mesure français), la violence des mouvements monétaires, le repli sur la dévaluation compétitive de l'Italie (la chute de la lire équivaut alors à certaines dépréciations asiatiques de 1997...), de l'Espagne et de la Grande-Bretagne sont très inquiétants. L'axe central des politiques européennes, entre les pays de la zone mark et le franc comme honnête

agent supplétif, a pourtant permis d'éviter la dislocation du marché européen, certes au prix d'un long étouffement de la croissance économique.

C'est l'absence de cet axe central qui fait éclater l'Asie.

d. **Une rancoeur asiatique**

Au coeur de cette absence se trouve bien sûr la question du Japon , qui représente à lui seul les deux tiers de l'Asie . L'indécision et la paralysie japonaise ont des causes diverses, dont certaines mettent en jeu l'équilibre des puissances en Extrême-Orient.

D'abord, l'économie japonaise ne s'est jamais relevée de l'ouverture financière et du "changement des règles " imposés par le partenaire américain. L'éducation, l'organisation sociale et le système coutumier du Japon le prédisposaient à gagner les batailles économiques menées sous l'égide du système de " économie de convoi " où égalitarisme et redistribution assurent la survie de tous, y compris les entreprises et les secteurs moins productifs. Ils le prédisposent en revanche à perdre les batailles fondées sur la compétition individuelle et la primauté des règles sur les relations humaines. C'est ainsi, et pour préserver ses excédents commerciaux aux Etats-Unis, le Japon a vendu son âme ou en tout cas le logiciel de sa puissance. Aujourd'hui, il se trouve dans la position d'un fournisseur indigène de cotonnades recevant en échange la verroterie imprimée par la Réserve Fédérale, et hors d'état de discuter du cours de cette dernière.

Le seul moyen d'éviter ce retournement de situation eut été d'adopter une stratégie politique ou monétaire en rapport avec son poids économique. Politiquement, l'alliance de revers américaine avec la Chine, qui est le dénouement tout à fait inattendu de la présidence Clinton, l'en empêche. La Chine paie d'ailleurs le prix financier de cette quasi-alliance , plaçant aux Etats-Unis une large part de ses réserves. Au delà de l'Asiagate, les autorités chinoises ont ainsi investi en 1997 un milliard de dollars dans fanny Mae, la société spécialisée dans les prêts immobiliers à bon marché pour l'Américain moyen. Le Japon , lui, est l'objet d'une constante campagne de dénigrement de la part de l'administration démocrate, qui trouve là un thème populiste absent du reste de sa politique. Monétairement, le Japon n'a pas osé internationaliser le yen en Asie. C'est en partie par égoïsme commercial à courte vue : les entreprises japonaises ont longtemps profité de l'écart croissant entre le yen et les monnaies asiatiques accrochées au dollar. En délocalisant leur production en Asie, elles étaient sûres de garder un accès compétitif sur le marché américain, quelle que soit la force de la devise japonaise. Mais là aussi , l'interdit américain pèse. On a ainsi pu voir les Etats-Unis, depuis le début de la crise financière, refuser toute solution ou fonds asiatique, même partiels : l'existence de la zone dollar est un élément vital de la stratégie économique américaine.

En décembre 1997, le Premier ministre Hashimoto, qui apparaît de plus en plus comme un faux dur, avouait publiquement qu'un sauvetage de l'Asie n'était pas dans les moyens du Japon : tout au plus pouvait-il se sauver lui-même. Après ce repli inquiet, la poursuite de la crise financière au Japon s'explique aisément. L'économie japonaise ne peut s'étoffer dans une région complètement désorganisée. Les exigences du FMI en matière d'ouverture des

économies sinistrées , aux capitaux et aux règles du libre marché, ont pour effet de relativiser encore plus l'influence économique japonaise, naguère prépondérante.

Cette crise spécifique n'aura qu'un temps. Derrière l'approbation obligatoire des dirigeants libéraux-démocrates japonais aux communiqués du G8 une immense rancœur se lève contre ce qui est vécu comme une mainmise occidentale à la faveur de la crise. Tout comme les Européens, les Japonais peuvent parfaitement dissocier l'admiration pour le modèle légal et démocratique de l'Amérique, et les envahissants intérêts économiques américains peu dissimulés derrière l'universalisme commercial : la rapidité du rapprochement des Etats-Unis avec la Chine démontre d'ailleurs que la partie philosophique et morale de cet universalisme n'est pas l'essentiel.



2. Les conséquences de la crise sur le dispositif régional de sécurité

La Crise économique en Asie du sud-est a débuté par la crise financière en Thaïlande le 2 juillet 1997. Suite à la déflation du Baht, la valeur monétaire d'autres pays , celle de l'Indonésie, des Philippines, de la Malaisie ainsi que celle de Singapour, a baissé.

Finalement, la crise financière s'est répandue en Asie de l'Est. Le Won de la Corée a également été touché en fin 1997. Cette situation montre que la crise financière s'étend dans toute l'Asie. Cette situation provoque ensuite un problème de stabilité dans la région, et freine le développement de l'armée dans ces pays.

Cependant, on étudiera en particulier les conséquences de la crise au niveau régional plutôt qu'au niveau national de façon détaillée afin de montrer que l'Asie du sud-est après l'année 1997 doit à nouveau faire face à un problème de stabilité.

a. **La crise économique et la stabilité régionale**

Pour la stabilité de l'Etat et de la société, l'élément le plus important est l'argent car il représente une source d'échange et d'affaire tant au niveau privé que national.

La crise du 2 juillet 1997, la relation économique entre Etats dans la région, le système de communication et la naissance de nouveaux systèmes économiques et d'affaires aboutissent à la crise financière en Thaïlande.

La crise financière, due à la baisse monétaire en Asie, est le nouveau sujet du problème concernant la stabilité régionale. Avant cela, ces pays présentaient une prospérité économique et faisaient figure de nouveaux pays industriels, et la Thaïlande était un exemple de réussite en ce qui concerne la forme de son développement.

Au départ, le problème d'équilibre économique est souvent la décentralisation des revenus, car la croissance rapide en économie fait que les revenus restent ou appartiennent aux gens riches. On dit souvent que "Plus le pays se développe, plus les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres".

Par ailleurs, un développement concentré sur la croissance économique consomme énormément de ressources naturelles du pays. Donc, le progrès économique n'est que "le prétexte" qui attire l'attention des Etats à utiliser les ressources naturelles et humaines sans se rendre compte des conséquences. C'est une partie du problème de stabilité dans la région, ce qui encouragera ensuite les ONG de région à prendre une place importante à l'avenir.

De plus, les conséquences de la crise (ex 1996) ont des effets directs sur la sécurité de la région. Certains croient que des pays occidentaux sont derrière la chute monétaire pour empêcher l'accroissement économique de l'Asie.

En 1998, le problème de la crise financière est devenu le recueil de la stabilité dans la région. Lors de la réunion des chefs d'Etat de l'ANSEA à Kuala Lumpur les 14-16 décembre 1997, ce sujet en était le thème principal. Cela indique que le problème de stabilité est en relation profonde avec la finance.

On peut dire qu'un Etat avec une situation financière très faible aura des problèmes de stabilité, à l'intérieur comme à l'extérieur.

b. **Le développement des armées**

La croissance économique et le surarmement

Durant la période où une croissance rapide existait en Asie du sud-est, les affaires militaires se développent considérablement, à tel point que les observateurs politiques et militaires remarquent que l'époque de l'évolution économique est "l'époque de la course à l'armement" dans la région. De plus au regard des armements modernes dans les armées des différents

pays, il existe un changement de stratégie contre l'insurgé, abandonnant la stratégie d'une guerre arbitraire. Depuis des dizaines d'années, ces changements sont consécutifs à l'affaire des armes dans la région parce que cette région se développe très vite. Le marché des armes en Asie du sud-est est considéré comme "le marché potentiel " en analysant le produit national brut en 1994, qui s'élève à 533.2 milliard \$ américain dont celui de l'Indonésie est le premier avec environ 155 milliard \$, puis 142 milliard \$ pour la Thaïlande et le dernier, celui de la Malaisie avec 69.9 milliard \$. (Voir tableau en annexes)

En 1995, les produits cités s'élèvent à 587.1 milliard \$ (absence des chiffres du Brunei), les 3 pays mentionnés plus haut reprennent leurs places. D'autre part, les pays de cette région ont un taux de croissance économique supérieur, avec omission de ceux du Brunei et des Philippines. Les taux de croissance dans la plupart des pays étaient de 7-9%.(Voir tableau en annexes)

Le résultat du développement montre ainsi que le budget militaire de l'Etat dans la majorité des pays est de plus d'un milliard de dollars, sauf le Brunei et les anciens pays communistes. Dans le cas du Vietnam, ce budget atteint presque un milliard de dollars.

De plus, ces pays ont reçu une aide militaire de l'extérieur, dont la majorité provient des Etats-Unis sous forme de projets et d'études militaires internationales. Par contre, dans le cas de la Thaïlande et de la Birmanie, c'est une aide sur la protection de la drogue. De cette façon, il n'est pas étonnant que les activités autour des armes soient animées par de la publicité, des expositions, des achats et une recherche dans l'armée.

Le développement de la capacité de l'armée

Grâce au développement économique, les pays dans la région peuvent mettre en service un armement moderne et peuvent augmenter la quantité d'armes.

Du côté de la force maritime, on voit une énorme augmentation du nombre des bateaux de guerre dans les différents pays, tant au niveau de la quantité que de la qualité, par exemple, le porte-hélicoptères thaïlandais, le Freegate F2000 de Malaisie et du Brunei. De l'autre côté, l'armée de l'air s'est agrandie, l'armée de l'air thaïlandaise, vietnamienne et singapourienne ont plus de 100 unités d'avion tels que le 212, le 196 et le 137. En dehors de l'avion de guerre, presque tous les pays ont des hélicoptères équipés d'armes en service, exception faite du Cambodge et du Laos.



La fin de période d'or du marché de l'armement et la compétition à l'armement

Depuis quelque temps, on voit que l'Asie du sud-est était le "marché potentiel" de l'armement en ce qui concerne la quantité et la valeur d'achat des commandes. On peut dire qu'il y a une dizaine d'années, c'était la "période d'or" du marché de l'armement. Cette image est illustrée par les expositions d'armement dans les 3 principaux pays : la Malaisie, Singapour et la Thaïlande.

D'ailleurs, il paraît évident que l'armement de l'armée qui est actuellement utilisé en mission ou est en attente de livraison est très récent et efficace ; par exemple, le F16 de l'armée thaïlandaise, celui de l'Indonésie et de Singapour, le Mig 29 de l'armée de l'air malaysienne, le bateau porte-hélicoptères de la Marine thaïlandaise, enfin le bateau Freigate (F2000) de Malaisie et du Brunei.

Depuis quelques temps, on remarque qu'il existe toujours un achat de F18 par l'armée de l'air thaïlandaise et par la Malaisie, ainsi que l'achat de Zoo27 par l'armée de l'air indonésienne et vietnamienne.

Suite à la crise financière, il y a beaucoup de querelles sur le marché des armements dues à la déflation monétaire concernant le règlement en dollar américain ou en monnaies européennes qui vont augmenter énormément. Par exemple, l'achat du F18 par la Thaïlande sera augmenté en valeur à cause des taux de change qui s'élèvent pendant la baisse du Baht thaïlandais.

Ceci amène la question suivante : est-il nécessaire que la Thaïlande possède des F18 ? Si la réponse à cette question était oui, est-ce que la Thaïlande pourrait subvenir à ses besoins jusqu'au bout ? Les mêmes questions se posent également pour les autres pays asiatiques.

L'année 1998 est-elle la fin de la période d'or du marché des armements ?

Est-ce la fin de la compétition à l'armement dans cette région ? En tous les cas, pendant les 3-5 ans qui suivront, ces pays ne peuvent aboutir à l'achat d'armes onéreuses, et aussi doivent-ils peut-être faire face aux remboursements de dettes venant des achats des armes avant la crise.



La conséquence de la crise économique

Aujourd'hui la crise financière et bancaire dans la région touche forcément le développement de l'armée, l'achat et la recherche des équipements modernes. Avant cette crise, le ACDA des Etats-Unis a estimé qu'en 1995, les dépenses militaires de l'Asie s'élèveraient à plus de 165 milliard de dollars, alors que l'Asie du sud-est a dépensé environ 40 milliard \$ seulement.

Après la crise, le gouvernement doit obligatoirement envisager de réduire la dépense militaire.

Les chefs des armées et les marchands d'armes voient la chute économique comme un "événement temporaire " et un retour à la prospérité dans cette région.

La conclusion de cette crise nous amène à considérer l'aspect des affaires militaires qui emportera la concurrence. Il faut pousser à "la tentation " et permettre aux pays acheteurs d'avoir "le pouvoir d'achat " en plus. Même si les marchands d'armes s'aperçoivent de l'incapacité des pays à payer en dollar américain ou en monnaie européenne, ils proposeront

des emprunts aux gouvernements de ces pays. Mais comment les gouvernements peuvent rembourser ces emprunts?

A ce moment-là, les techniques de vente (s'il est possible) seront à la manière d'un échange de quelques produits industriels, ce que l'on appelle "offsets", c'est à dire que les pays vendeurs doivent faire certaines activités industrielles dans ces pays acheteurs afin d'échanger ou inciter à l'achat des armes. Cela implique que l'acheteur peut profiter d'un intérêt industriel, à condition que l'acheteur soit de même prêt à investir dans l'affaire.

En outre, l'achat-vente des armes peut être comme un échange direct (barter) ou bien un échange contre quelques achats du pays acheteur (countertrade) parce que l'orientation d'achat des armes à prix fort avec une limite de temps est difficile pour les pays d'Asie du sud-est sous réserve d'un échange commercial ou industriel. Ce qui signifie échanger de grandes quantités de produit contre les armes, puisque la valeur monétaire du pays acheteur est très modeste.

Un tel échange ne pourra se faire si le peuple résiste parce que l'opinion de la société actuelle est contre l'achat des armes. Alors la gestion des ressources est le principe du projet de la stabilité car l'armée doit songer au paradigme du management de l'armée et la défense du pays à nouveau.



c. **Remise en ordre de la stabilité régionale**

Dès la 4^{ème} réunion des chefs de l'ANSEA en janvier 1992, il y a eu un accord pour la rencontre entre ceux-ci et les chefs d'autres pays. Ensuite, à la réunion des Ministres de l'ANSEA, en juillet de la même année, l'échange d'idées sur la stabilité s'est accru. Lors d'une autre réunion en juillet de l'année suivante, les 17 pays participants à cette réunion (ANSEA Forum Régional – AFR) se mettent d'accord pour organiser une rencontre dans ce but tous les ans.

Cette réunion a commencé la première fois à Bangkok en juillet 1994. Les participants ont précisé le but sur l'échange de stabilité et de politique.

En fait, une réunion comme celle-ci n'est pas à la hauteur pour une remise en ordre de la stabilité régionale, et ne peut tenir un rôle tel que l'Organisation pour la Coopération et la Sécurité en Europe (OSCE) joue pour la stabilité en Europe. Plus loin, il sera montré que cette démarche en Asie du sud-est rencontre toujours des problèmes.

Ce qu'il ne faut pas rater, c'est la réunion de l'année 1998, notamment après la crise de la région. Cette réunion pourra-t-elle plus ou moins réorganiser la stabilité de la région durant la déflation ?

On peut dire que le sujet de stabilité attirera l'attention des chefs d'Etats sur la relation qui existe entre économie et stabilité nationale et régionale. On espère que cette crise réduira la compétition dans les affaires militaires, mais motivera la construction de la confiance (Confidence Building Measures -CBM) dans la région car dans cette situation, il n'y a aucun intérêt à rester dans "la méfiance". Ainsi, il vaut mieux profiter de cette crise pour participer aux activités concernant la stabilité internationale car c'est la base d'une bonne relation et la paix du lendemain.

d. **Les conflits sociaux intérieurs**

Lors de la crise financière, les problèmes se sont propagés de plus en plus, et la solution paraît complexe. Par exemple, le cas de l'immigration de la main d'œuvre internationale est devenu un problème dans plusieurs pays. Le travail illégal ou "la main d'œuvre clandestine" ont le même caractère que celui du problème des asiles économiques parce que ces gens recherchent du travail avec une bonne rémunération à cause de l'état économique de leurs pays qui est très perturbé et fermé. En ajoutant encore le problème du chômage, le gouvernement est obligé d'exclure les travailleurs étrangers de son pays, comme c'est le cas de la Thaïlande dont le gouvernement veut renvoyer tous les travailleurs étrangers en 1998, alors une question se pose : y a-t-il une possibilité de réaliser cette idée ?

Demain l'ANSEA doit organiser une réunion pour rechercher une solution. Et c'est intéressant d'avoir un système d'organisation afin de mieux gérer la main d'œuvre dans la région au lieu de laisser toujours le problème des "travailleurs internationaux" en tant que problème de "clandestinité".

Par ailleurs, le problème de la crise économique aboutit au problème de gestion des ressources de la population de chaque pays. A l'image de la chute monétaire, le stockage alimentaire et la frayeur des gens peuvent provoquer une révolution ultérieurement. Par exemple, le pillage des magasins en Indonésie illustre la réalité en politique et en économie dans la région, particulièrement à un moment où les gens pauvres sont de plus en plus pauvres.

Si l'on ne réfléchit qu'à un seul côté du problème, on voit une possibilité d'en finir avec ce problème par de nouvelles guerres civiles. Autrement dit les conflits sociaux résultant du problème économique peuvent s'achever par la guerre dans cette population. Cette guerre

n'est pas causée par l'accès au communisme comme auparavant, mais elle vient d'un défaut de gestion des ressources économiques du pays qui se retrouve dans toute la région. Différents Etats s'impliquent sur des projets d'exportation et pensent à résoudre les problèmes de l'Institut Financier.

Selon cette méthode, si l'Etat ne peut pas garantir un équilibre par rapport au problème dans les régions rurales, les agriculteurs peuvent se sentir "oubliés vis-à-vis du projet du gouvernement".

Les problèmes dans l'avenir

Les études ci-dessus visent à montrer que l'année 1998 est une année de complication et de difficultés pour le problème de stabilité de cette région, conséquences de la crise financière du pays, ainsi que de la chute économique dans toute la région.

A travers l'aide extérieur et les instituts financiers internationaux, si cette aide représente "une intervention " ou "le contrôle ", il se peut que le "nouveau nationalisme " se provoque.

Cette chute économique fait de l'image du marché potentiel des armes de l'Asie du sud-est une image du passé. A court terme, la situation économique limite l'utilisation et la recherche de nouveaux armements parce que ces derniers peuvent avoir des effets directs sur la stabilité de la région. On peut dire que l'année 1998 est la fin de la "période d'or " du marché des armes. Dans ce cas, la remise en ordre de l'équilibre économique et la relation entre l'économie et la stabilité dans la région sont les sujets principaux de l'année 1998.

En effet les chefs des pays et les chefs des armées ne peuvent pas envisager seulement à développer l'armée par l'achat des armes mais aussi à chercher le mécanisme du développement et du management de l'armée durant la crise. Toutefois, la recherche du "mécanisme du développement " de l'armée en un temps de budget maigre paraît indispensable et intéressante.

ANNEXES

LA COMPARAISON D'ECONOMIE MILITAIRE

Pays	Année	Produit national Brut \$	Taux de Croissance Economique (pourcentage)	Budget Militaire \$	Dépenses Militaires \$	Aide militaire de l'étranger \$
Brunei	1994	4.3 bn	0.5%	258 m		
	1995			268 m		
	1996				284 m	
Birmanie	1994	14 bn	7.5%	1.8 bn		
	1995	15 bn	9.8%	1.9 bn		
	1996				1.6 bn	
Cambodge	1994	2.6 bn	4.0%	131 m		
	1995	2.7 bn	7.5%	126 m		403 m
	1996				116 m	6.4 m
	1997					3.5 m
Indonésie	1994	155 bn	7.5%	2.4 bn		
	1995	170 bn	7.6%	2.8 bn		
	1996				3.0 bn	0.6 m
	1997					0.8 m
Malaisie	1994	69.9 bn	9.2%	3.1 bn		
	1995	78.0 bn	9.6%	3.5 bn		0.5 bn
	1996				2.4 bn	0.6 bn
	1997					0.6 bn
Laos	1994	1.5 bn	8.4%	76 m		
	1995	1.7 bn	7.0%	73 m		2.2 m
	1996				77 m	2.0 m
	1997					2.5 m

philippines	1994	64.1 bn	4.0%	1.1		
	1995	74.1 bn	4.9%	bn		1.2
	1996			1.2 bn		bn
	1997				1.1 bn	1.4 bn
Singapour	1994	60.7 bn	10.1%	3.1 bn		
	1995	67.3 bn	8.9%	4.0 bn		0.02 m
	1996				4.0 bn	0.02 m
	1997					0.02 m
Thaïlande	1994	142 bn	8.5%	3.6 bn		
	1995	157 bn	8.6%	3.9 bn		2.8 m
	1996				4.0 bn	2.9 m
	1997				4.3 bn	5.6 m
Viêt-nam	1994	18.1 bn	8.7%	900 m		
	1995	12.3 bn	9.5%	975 m		
	1996				1 bn	

1. La valeur de monnaie est en dollar américain, le bn signifie milliards, le m signifie million
2. l'aide militaire s'agit de tous les types d'aide de l'étranger.

3) Le budget militaire est la somme d'après le ministère militaire

La dépense militaire est la somme estimée de l'ensemble des dépenses militaires.

4) Ce renseignement vient de *The Military Balance 1996/1997*

Bibliographie

Dictionnaire de Géopolitique, Yves Lacoste

La crise asiatique, François Godement, magazine Géopolitique n°62, juillet 1998

Article du magazine L'Expansion, Isabelle Lesniak, n°581

La stratégie nationale de la Thaïlande,